

gique de reprocher à la France sa politique de rapprochement avec Ottawa. Il est normal que la France aménage sa politique étrangère en fonction de ses intérêts propres. Il appartient donc au Québec de faire la preuve que la France a des intérêts importants à défendre au Québec, intérêts qui ont leur contrepartie dans ceux du Québec à l'égard de la France. Vu sous cet angle, on pourrait dire du rapprochement d'Ottawa et de Paris ce qu'on disait déjà au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle des rapports de la

Grande-Bretagne et du Canada, qu'il constitue «une déclaration d'indépendance de la France à l'égard du Québec». Cela ne peut être que sain pour l'un et l'autre dans la mesure où cette situation force le Québec à définir ses relations avec la France sur une base plus nette de calculs de coûts et de bénéfices; en d'autres termes, si le Québec se dote d'une stratégie et d'une véritable doctrine sur le plan international.

«visite d'affaires» dans le but de favoriser l'établissement de rapports personnels. Les entretiens de ce genre peuvent être organisés assez facilement; comme ils sont beaucoup moins chargés de protocole que les visites officielles, il suffit de les intercaler entre deux activités. Le battage publicitaire qui a entouré la visite officielle du chancelier ouest-allemand Helmut Schmidt, dont l'arrivée coïncidait avec le départ de M. Trudeau, a cependant suscité, tant dans la presse américaine que canadienne, des critiques inévitables mais sans grande conséquence, selon lesquelles M. Trudeau aurait été traité en hôte de second ordre. Il est vrai que les entretiens canado-américains sont largement passés inaperçus aux yeux de plusieurs Américains. Comme il arrive souvent dans le cas des «sommets» nord-américains, cette visite n'a pas reçu, aux États-Unis, toute l'attention qu'elle méritait, alors que les media canadiens lui en ont sans doute trop accordée.

Pourtant, on aurait pu s'attendre cette fois à ce que les Américains manifestent plus d'intérêt, étant donné que leurs dirigeants avaient davantage de doléances à formuler. Les journalistes américains qui ont assisté à la conférence de presse de M. Trudeau se sont en général déclarés fort satisfaits des explications fournies au sujet de la politique canadienne. Après avoir souligné le fait que son pays a de toute évidence davantage à continuer d'importer le pétrole canadien à un prix plus bas, le président Ford a sans doute reconnu la justesse de l'argument du Canada selon lequel l'Opération indépendance est un objectif qui vaut pour les deux pays. Pour les raffineries américaines, la diminution graduelle des exportations

canadiennes de pétrole brut est évidemment préférable à des restrictions draconiennes, seule autre solution réaliste pour le Canada qui risque lui aussi de manquer de pétrole.

Le secrétaire américain au Trésor, M. William Simon, autrefois très influent dans le domaine de l'énergie, a depuis fait remarquer que, s'il était à la place des dirigeants canadiens, il «agirait de même». Le sénateur Henry Jackson, l'influent démocrate de l'État de Washington, a pour sa part déclaré qu'en demandant au Canada de réduire le prix de son pétrole, les États-Unis ne sont «pas raisonnables».

Évidemment, certaines critiques subsistent aux États-Unis. A l'issue d'un petit déjeuner du Sénat auquel était convié M. Trudeau, le sénateur Walter Mondale, démocrate du Minnesota habituellement sympathique, a prononcé une parole malheureuse en insinuant que les relations entre les deux pays «pourraient se détériorer». D'autres sénateurs continuent de parler, avec un manque de réalisme que M. Trudeau a d'ailleurs eu tôt fait de souligner, des mesures de représailles qui pourraient éventuellement frapper le pétrole transporté au Canada via le territoire américain.

Il se peut que la rencontre Ford-Trudeau n'ait rien résolu sur le plan bilatéral. Après tout, les deux chefs d'État ont passé la majeure partie du temps à discuter de problèmes économiques internationaux et du risque d'une guerre au Moyen-Orient. Il y aura toujours des sujets de friction entre le Canada et les États-Unis; mais il va de soi que les rencontres au sommet se situeront dans une perspective beaucoup plus globale.